



17ème législature

Question N° : 86	De M. Raphaël Arnault (La France insoumise - Nouveau Front Populaire - Vaucluse)	Question orale sans débat
Ministère interrogé > Travail et emploi		Ministère attributaire > Travail et emploi
Rubrique >emploi et activité	Tête d'analyse >Vagues de licenciements ou la conséquence des politiques néolibérales	Analyse > Vagues de licenciements ou la conséquence des politiques néolibérales.
Question publiée au JO le : 07/01/2025		

Texte de la question

M. Raphaël Arnault alerte Mme la ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi, sur les licenciements qui sont prévus dans le groupe Auchan qui impacterait des milliers de travailleurs. Dans le département de Vaucluse où il est élu, 50 salariés d'Auchan sont menacés de licenciement dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui concernerait 2 389 postes en France. Les salariés touchés travaillent dans les magasins d'Avignon Nord-Le Pontet, d'Avignon Sud-Mistral 7 et de Cavaillon. Derrière ces chiffres, ce sont autant de vies et de familles détruites par les politiques néolibérales, avec des Gouvernements qui n'ont rien mis en œuvre ces dernières années pour protéger les emplois contre la désindustrialisation et les délocalisations. Pour ces salariés, aucune solution n'est présentée pour éviter les impacts conséquents sur leur vie et leur carrière, puisque la direction ne propose aucun reclassement dans d'autres enseignes du groupe Mulliez. Pourtant, selon la Confédération générale du travail (CGT), le groupe Auchan a réalisé 1,5 milliard de bénéfices en 2023 et 300 millions pour le seul premier trimestre de 2024. Pire encore, le groupe aurait bénéficié de près de 500 millions d'euros d'aides publiques dans le cadre du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), entre 2013 et 2018, ainsi que de nombreuses autres aides de l'État et d'allègements de cotisations. Le groupe Mulliez détenu par la famille du même nom, qui est la huitième fortune de France, possède de nombreuses enseignes en France, dont Auchan et Décathlon. Alors que Décathlon va verser 1 milliard d'euros de dividendes, les plans de licenciements sont toujours en cours et aggravent encore davantage les inégalités et l'accaparement de la richesse produite par les salariés par une minorité de très grandes fortunes propriétaires de grands groupes. Les salariés d'Auchan de Vaucluse ne sont pas un cas isolé : Michelin, Valeo, General Electric, Sanofi, Auchan, MA France, sont le début d'une longue liste d'enseignes où des plans de licenciements sont annoncés. Cela s'inscrit dans un contexte global de plan de licenciements massifs dans le pays, dû aux politiques néolibérales des précédents Gouvernements et de l'abondance d'aides publiques versées aux grandes entreprises sans contreparties. Ainsi, au regard de ces différents éléments, il souhaiterait connaître les mesures à court et long terme que le Gouvernement compte prendre pour maintenir l'emploi. Il lui demande également si le Gouvernement s'engage à interdire les licenciements boursiers et à faire la lumière sur l'utilisation des aides publiques des entreprises qui annoncent des plans de licenciement.